

La réalité sur le programme des candidats

La course à la Présidence de la République s'accélère. Les élections, Présidentielle et législatives auront lieu entre le 23 avril et le 11 juin 2017.

Qui sont ces candidats des partis au service du capital?

* **Hollande** gouverne depuis 2012. Il a poursuivi la politique de Sarkozy « tout pour l'entreprise capitaliste ». Il a imposé avec le 49-3, la « loi travail » qui fait sauter le fondement des conquêtes sociales, les conventions collectives. Ceci contre 7 syndicats de salariés en lutte depuis plusieurs mois.

* **Les Républicains – Juppé, Sarkozy, Fillon** etc.... se disputent la place mais tous ont le même programme : baisse de plus en plus importante des cotisations et charges sociales patronales – faire sauter les 35h. pour aller vers 39-40 et plus, laisser les entreprises choisir la durée du travail, élever l'âge de la retraite à 65 ans (pour l'instant)- faire 100 milliards d'économie sur les dépenses publiques, supprimer 300 à 600.000 postes dans la fonction publique en 5 ans etc... Un programme qui tient en une phrase, la même que celle des socialistes :

«*Tout pour l'entreprise* » (*capitaliste s'entend*).

* **E. Macron**, sera candidat. Parmi ses parrains, le milliardaire Henry HERMAND qui a soutenu de nombreux hommes politiques, de Pierre Mendès France à Michel Rocard. Il se tient aujourd'hui dit-il à la disposition d'E. Macron.

* **Marine Le PEN** se pose en rassembleuse, celle qui va redresser la France. Comment? Rappelons qu'elle affirme « qu'elle ne remet nullement en cause l'économie de marché ni la concurrence. Elle veut même baisser les charges et la fiscalité des entreprises ».

Le 25 mai, le FN dénonçait dans un communiqué « les blocages et les grèves qui menacent de paralyser le pays ». « Je suis une exception » a affirmé M. Le Pen à Baclay. Non, elle est comme le PS et les Républicains au service entier du capital.

D'autres affirment vouloir changer, faire du social, partager les richesses, changer l'Europe.

* **Le PCF** propose de créer un large rassemblement progressiste, avec J.L. Mélenchon son ambition est de changer la vie des gens. On attend

en vain des propositions concrètes.

* **J.L. Mélenchon**, veut abolir la monarchie présidentielle et « partager les richesses ». Par quels moyens ? silence.

Les uns et les autres ne touchent pas au capitalisme.

Ils ne remettent pas en cause la propriété des grands moyens de production et d'échange par les multinationales. Ils ne disent pas un mot des guerres d'agressions impérialistes comme Moyen Orient à laquelle la France participe. C'est le statu-quo, c'est l'impasse politique.

L'élection Présidentielle est un piège tendu aux électeurs et aux électrices : une fois de plus les uns et les autres proposent de changer de président pour que rien ne change.

Il ne faut pas se laisser enfermer dans ce piège.

Notre Parti propose la seule alternative crédible, exposée dans ces pages.

Faites la connaître autour de vous.

Contre la croisade antisyndicale du gouvernement et du MEDEF

Après la condamnation des 8 de Good Year, l'autorisation donnée par le gouvernement contre l'avis de l'inspection du travail de licencier un délégué CGT chez Air France, le gouvernement et le MEDEF veulent faire peur pour tenter de ralentir l'action, en s'attaquant dans toute la France, aux représentants des salariés, aux syndicalistes, à ceux qui luttent en les menaçant de licenciement, en les traduisant au tribunal, en criminalisant leur

action. Ils craignent par-dessus l'action et son développement.

Nous ne laisserons pas faire. Des actions sont organisées partout contre cet arbitraire, pour faire abandonner les poursuites et les sanctions.

Le meilleur moyen de les faire reculer est le développement de l'action partout contre les attaques du gouvernement et du MEDEF, pour les droits et les revendications.

Les luttes

La lutte reprend pour **Pour l'abrogation de la « loi travail »** Au meeting de rentrée à Nantes le 7 octobre au cours duquel des syndicalistes des entreprises ont pris la parole, **Ph.Martinez** et **J.C. Mailly** ont appelé à faire de **ce 15 septembre une grande journée de grève avec 40 manifestations dans les villes**. Ils ont appelé à continuer après à développer l'action partout dans les entreprises contre cette loi mais aussi pour l'emploi, les conditions de travail, les salaires.